

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 03 – du 16 janvier au 23 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : LE PROCHE-ORIENT FACE AU STRESS HYDRIQUE (1/2)

**Le Proche-Orient est confronté à une situation de stress hydrique appelée à se dégrader sous l'effet du dérèglement climatique.** Tandis qu'Israël a transformé cette faiblesse en force, en devenant un pays en pointe dans la gestion maîtrisée de l'eau, les autres économies de la région restent pénalisées par une mauvaise gestion structurelle de leurs ressources hydriques.

**Le Proche-Orient fait face à des contraintes croissantes sur la ressource en eau.**

Les pays de la région sont situés dans des zones arides connaissant de faibles précipitations, dont le taux d'évaporation est élevé et qui sont inégalement réparties dans l'espace (entre littoraux et déserts) et le temps (forte saisonnalité). Les ressources naturelles proviennent ainsi en grande partie des eaux de surface et, dans une moindre mesure, des eaux souterraines qui ont tendance à être exploitées à des niveaux insoutenables. Les pays du Proche-Orient sont déjà en situation de stress hydrique, alors même que les contraintes sur la ressource en eau vont s'accroître. Du côté de l'offre, le dérèglement climatique va perturber le cycle de l'eau, compte tenu notamment de la hausse des températures et de la baisse des précipitations. Du côté de la demande, la croissance démographique due à des taux de natalité élevés (Égypte, Irak, Israël) et/ou à l'afflux de réfugiés (Jordanie, Liban) exerce une pression sur la ressource, tout comme le développement du secteur agricole où le rendement de l'eau reste faible, sauf en Israël où sont déployées des techniques d'optimisation.

**Dans la plupart des pays, la mauvaise gestion du secteur de l'eau fragilise les équilibres macro-budgétaires ainsi que la santé publique, l'environnement et la sécurité alimentaire.** Hormis en Israël, où la bonne gestion du secteur a permis au pays de devenir un leader mondial de l'eau, le Proche-Orient se caractérise par des infrastructures sous-développées (Irak, Égypte, Jordanie) voire endommagées par des conflits (Liban, Syrie, TP). Les tarifs trop faibles, le plus souvent pour des raisons sociales, n'incitent pas aux économies d'eau (Égypte, Iran, Jordanie, Liban), ni aux dépenses d'entretien ce qui se traduit par des pertes excessivement élevées, à hauteur de 35% à 60% (sauf en Israël où elles ne dépassent pas 10%). Les stratégies et gouvernances sectorielles sont sous-optimales et ne permettent pas d'attirer des investissements privés voire favorisent l'essor du secteur informel, dans un contexte de pénuries d'eau récurrentes (surtout en Syrie, Liban, TP mais aussi dans certaines régions d'Irak et d'Irak). Les déficiences des politiques hydriques ont plusieurs implications. D'abord, au plan macroéconomique, elles contribuent au déficit budgétaire et à l'accumulation de dette publique (Jordanie, Égypte, Liban, TP). Ensuite, au plan social, elles aggravent les inégalités et peuvent être source de tensions voire de risques sanitaires, du fait d'un système d'épuration sous-développé. Enfin, au plan environnemental, le manque d'eau menace la biodiversité et les écosystèmes agricoles, fragilisant ainsi la sécurité alimentaire via une baisse de la production de certains aliments, qui doivent être importés (Égypte, Iran, Jordanie).

**Les autorités nationales concentrent leurs efforts sur le développement des infrastructures hydriques, en particulier de dessalement, d'irrigation, d'adduction et de traitement des eaux usées.** En Égypte, les projets dans l'irrigation et l'assainissement (y compris de valorisation des boues d'épuration) semblent prometteurs. En Jordanie, le développement du secteur s'articule autour du mégaprojet du National Conveyor et du traitement des eaux usées à des fins d'irrigation. De son côté, Israël met en œuvre sa politique holistique d'optimisation de la ressource en eau, via le dessalement (triplement des capacités d'ici 2050), la réutilisation des eaux usées (87% à ce jour), les techniques d'économies d'eau et la génération d'eau à partir de l'humidité de l'air.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**87%**

TAUX DE RÉUTILISATION DES  
EAUX USÉES EN ISRAËL

Service Économique Régional de Beyrouth

## ÉGYPTE

### 1. RÉVISION À LA BAISSÉ DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Le FMI et la Banque Mondiale viennent de revoir à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Égypte. Dans le cadre du [World Economic Outlook](#) de janvier, le FMI a ramené ses prévisions de croissance du PIB de 4,1% à 3,6% pour l'exercice 2024/25 et de 5,1% à 4,1% pour l'exercice 2025/26. De son côté, la [Banque Mondiale](#) prévoit une croissance 3,5% (-0,7%) en 2025 et 4,2% (-0,4%) en 2026. Ces révisions peuvent s'expliquer par la baisse des revenus du canal de Suez et le ralentissement du commerce mondial, affectant notamment les exportations égyptiennes de produits alimentaires et métallurgiques. Le ministère de la Planification maintient une prévision de 4% pour 2024/25, portée par des réformes structurelles, une reprise progressive des investissements privés et une baisse attendue de l'inflation.

### 2. REMBOURSEMENT PARTIEL DES ARRIÉRÉS PÉTROLIERS

[L'Égypte aurait réglé 1 Md USD d'arriérés](#) dus aux compagnies pétrolières étrangères durant la première semaine de janvier 2025, portant le total des paiements depuis juin à 4,5 Mds USD. Un plan de remboursement des 6,5 Mds USD restants aurait été établi, avec des versements prévus à partir de février et jusqu'en juin 2025. Cette initiative viserait à **réduire la dette énergétique** et à  **rassurer les investisseurs**, alors que la production nationale de gaz, estimée à **4,35 Mds de pieds cubes par jour**, reste inférieure à la demande de **6,2 Mds**, obligeant l'Égypte à reprendre les importations de GNL après cinq ans d'autosuffisance.

### 3. LANCEMENT DE LA VERSION ARABE DES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE SUR LA CONDUITE RESPONSABLE DES ENTREPRISES

L'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI) a hébergé le 16 janvier, l'événement de lancement de la publication de la [version arabe](#) des principes directeurs de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises. Ces principes, auxquels 52 pays, dont l'Égypte, ont adhéré, sont des recommandations pour les entreprises multinationales dans les principaux domaines de la responsabilité des entreprises, y compris les droits humains, le droit du travail, l'environnement, la corruption, les intérêts des consommateurs, la publication d'informations, la science et la technologie, la concurrence et la fiscalité. En Égypte, c'est le GAFI qui est le point de

contact national pour promouvoir ces recommandations.

### 4. PARTENARIAT ÉGYPTO-SUÉDOIS POUR LA CONSTRUCTION DE PANNEAUX SOLAIRES EN ÉGYPTE

L'Arab Organization for Industrialization (AOI) et l'entreprise suédoise Sunshine Pro ont annoncé la construction d'une usine de production de panneaux photovoltaïques, dans le cadre de leur [partenariat ASEF \(Arab-Swedish Energy Factory\)](#). L'usine, dont l'ouverture est prévue en juillet 2025, ambitionne d'atteindre une capacité de production annuelle de 1 GW d'ici à juillet 2026. L'investissement devrait mobiliser entre 200 et 300 M USD. La totalité de la production sera exportée vers l'Europe, générant les devises nécessaires pour compenser les coûts d'importation des matières premières. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale de localisation industrielle des autorités égyptiennes, laquelle inclut les cellules photovoltaïques parmi les 12 produits clés à produire localement d'ici 2030. Cette annonce fait suite à celle de l'entreprise chinoise Elite Solar qui a annoncé la construction d'une usine de production de panneaux solaires de 8 GW dans la Zone Économique du Canal de Suez, dont la production devrait commencer dès septembre prochain.

### 5. 10<sup>ÈME</sup> SOMMET TRILATÉRAL « ÉGYPTE-CHYPRE-GRÈCE »

Le 8 janvier, le Président Abdel Fattah Al-Sissi a accueilli son homologue chypriote ainsi que le Premier Ministre grec dans le cadre du [10<sup>ème</sup> sommet trilatéral entre l'Égypte, Chypre et la Grèce](#). Les dirigeants ont mis l'accent sur l'intensification nécessaire de leur coopération dans le cadre du Forum gazier pour la Méditerranée orientale (EMGF), visant à coordonner l'exploitation des gisements de gaz et à renforcer les échanges entre huit pays de la zone. Le Sommet a également permis d'aborder le projet d'interconnexion électrique GREGY, visant à relier le réseau électrique égyptien et européen, avec une capacité de 3 GW. Ce projet, qui a reçu le label d'intérêt commun par l'Union Européenne (PIC), pourrait mobiliser un investissement d'environ 4,2 Mds EUR. Les appels d'offres pour les études de faisabilité, lancés en mai 2024, n'ont toutefois pas encore été attribués. Enfin, le tourisme a été identifié comme un secteur clé pour l'approfondissement des relations des deux pays avec l'Égypte. À noter que les investissements grecs en Égypte ont atteint 13,9 M USD sur l'année fiscale 2023/24 (+ 107,5% en g.a.) tandis que les investissements chypriotes ont représenté 114,6 M USD sur la même période (+ 225,6% en g.a.).

## IRAK

### 1. PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE PÉTROLE IRAKIEN EN 2024

En 2024, la Chine reste le principal importateur de pétrole irakien avec une moyenne de 1,19 M de barils par jour (b/j), soit environ 33% des exportations totales. L'Inde suit de près avec 979 000 b/j (27%) et la Corée du Sud complète le classement avec 338 000 b/j (9%). Cette répartition souligne l'importance croissante du marché asiatique pour le pays. Les exportations pétrolières ont atteint 3,37 millions b/j sur l'ensemble de l'année 2024, stables par rapport à 2023, alors que l'Irak s'était engagé à réduire sa production et ses exportations afin de respecter les quotas imposés par l'OPEP+.

### 2. INCLUSION FINANCIÈRE AU KURDISTAN IRAKIEN

Le Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) et la société Visa ont conclu le 15 janvier 2024 un partenariat stratégique afin de promouvoir l'inclusion financière dans la région. Cette initiative comprend des activités de formation et de sensibilisation en matière de finance numérique. Elle vise à réduire l'usage de l'argent liquide et à améliorer l'accès aux services financiers dans la région. Ce partenariat pourrait permettre une mise en conformité des institutions financières locales avec les normes internationales et s'inscrit dans l'initiative kurde *MyAccount* qui a permis à près de 750 000 fonctionnaires d'ouvrir un compte bancaire.

## IRAN

### 1. L'IRAN ET LA RUSSIE SIGNENT UN ACCORD DE PARTENARIAT SUR 20 ANS

À l'occasion du déplacement du président Pezeshkian à Moscou le 17 janvier 2025, les deux pays ont signé un accord de partenariat stratégique global d'une durée de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Ce traité en 47 articles couvre un large spectre de coopération : défense, économie, énergie, transports, science et culture. Les volets économique, commercial, énergétique et infrastructurel se limitent à des principes généraux, dont : création d'une infrastructure de paiement indépendante des pays tiers, utilisation des monnaies nationales dans les échanges bilatéraux, développement des zones économiques spéciales communes, coopération dans les secteurs pétrolier, gazier et nucléaire civil, et développement du corridor de transport Nord-Sud. Aucun de ces domaines ne fait l'objet de projets annoncés, d'engagements chiffrés ou de calendriers précis de

mise en œuvre. L'accord prévoit également une coordination renforcée au sein de l'OPEP+ et la promotion des investissements mutuels, sans objectifs quantitatifs. Le volet militaire et défense se borne à interdire le financement ou l'aide à l'agresseur en cas d'une attaque contre l'une des parties, sans prévoir d'obligation d'assistance militaire. Pour mémoire, à la suite de la signature de cet accord, la banque Russe VTB a annoncé le 19 janvier son intention de transformer son bureau de représentation à Téhéran en succursale.

### 2. REcul DE 14% DE L'INDICE PMI EN DÉCEMBRE 2024

Selon la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'indice des directeurs d'achat (PMI) a été ramené de 51,3 à 43,9 points en décembre 2024, atteignant son niveau le plus bas depuis mai 2024. Cette détérioration significative s'explique principalement par deux facteurs majeurs, **i)** la forte baisse de l'indice des nouvelles commandes clients à 40,5 points (-20,6% en g.m) et **ii)** le recul de l'indice des stocks de matières premières à 42,3 points (-18,7%). Ces baisses sont largement attribuables à la dépréciation du rial au cours du mois, qui a affecté les coûts de production, l'inflation, le pouvoir d'achat, le chiffre d'affaires et le climat des affaires. La situation est aggravée par des contraintes opérationnelles majeures, de nombreuses usines ayant fonctionné à capacité réduite voire étaient quasi à l'arrêt – pour certaines - en raison de pénuries d'électricité importantes. La difficulté d'accès aux devises (allocation insuffisante de la banque centrale) a également contraint plusieurs entreprises à réduire leurs effectifs face à des situations financières déficitaires. L'accès restreint et inéquitable aux crédits bancaires pour le financement du besoin en fonds de roulement a forcé les entreprises à réduire leurs stocks de produits finis, impactant négativement l'indice de production (-16% en g.m à 42,9 points) et l'indice des produits finis (-11,7% en g.m à 43 points). La suppression du taux de change préférentiel NIMA II – au profit du taux de gré à gré entre importateurs et exportateurs - a entraîné une hausse des coûts de production, laissant présager une augmentation des prix finaux dans les mois à venir. Bien que l'inflation en moyenne annuelle ait légèrement diminué à 32% (-0,5% en g.m), la tendance baissière de l'inflation mensuelle observée depuis juin 2024 s'est inversée à partir d'octobre 2024 (en décembre 2024, l'inflation mensuelle a atteint 2,9%).

### 3. SAISIE D'UN IMMEUBLE DE LA NIOC À ROTTERDAM

Un tribunal néerlandais a ordonné le 19 janvier 2024 la saisie d'un immeuble appartenant à la Compagnie Nationale Iranienne de Pétrole (NIOC) à Rotterdam. Le bien, vendu en avril 2023 à la société immobilière Heuvel Vastgoed B.V., est saisi dans le cadre du recouvrement d'une dette de la NIOC de 2,6 Mds \$ à la société émirienne Crescent Gas Corporation. Ce litige remonte à 2001, dans le cadre d'un contrat de fourniture de gaz sur 25 ans entre la NIOC et Crescent, portant sur la livraison de 13 Mm<sup>3</sup>/jour de gaz naturel au prix de 18\$ pour 1000 m<sup>3</sup>. En 2005, la NIOC a contesté le prix contractuel et cessé les livraisons de gaz. En 2021, un tribunal arbitral international avait condamné la NIOC à verser 2,6 Mds \$ de pénalités pour rupture de contrat, constituant l'une des plus importantes sentences arbitrales prononcées contre le secteur énergétique. Pour rappel, en avril 2024, un autre immeuble de la NIOC, d'une valeur estimée à 125 M\$, avait déjà été saisi à Londres.

## ISRAËL

### 1. LA DETTE PUBLIQUE À 69% DU PIB FIN 2024

Selon le Trésorier général du ministère des Finances, la dette publique s'est établie à 69% du PIB fin 2024, soit 1 329,3 Mds ILS (373 Mds USD). Au cours des deux dernières années, dans le contexte de la guerre, le ratio dette / PIB a augmenté de 9%, dont 7,7 au titre de 2024, sous l'effet de la levée de 172 Mds ILS pour financer le déficit du budget de l'État. Le stock de la dette a par ailleurs augmenté en raison des effets de l'inflation, des taux de change et des taux d'intérêt. Le taux d'endettement est ainsi revenu à son niveau de 2010.

### 2. AIR FRANCE ET TRANSVIA REPRENENT LEURS VOLS VERS ISRAËL

Air France a annoncé la reprise de ses vols vers l'aéroport de Ben-Gurion à partir du 25 janvier avec sept vols hebdomadaires, précédant de trois jours sa filiale à bas coûts, Transavia. L'annonce de la reprise des vols vers l'aéroport Ben Gourion par plusieurs grandes compagnies aériennes (dont Wizz Air, Ryanair, Lufthansa Group, British Airways et easyJet) fait suite à l'annonce du cessez-le feu à Gaza. Dans les prochains jours, d'autres compagnies aériennes, comme Iberia, Air India et Air Baltic, devraient annoncer leur décision de retourner en Israël, et les compagnies aériennes américaines envisagent également un retour, cependant attendu plus tardivement.

### 3. PRUDENCE DES AGENCES DE NOTATION POUR RÉTABLIR LA NOTE SOUVERAINE D'ISRAËL

Selon les agences internationales de notation, l'accord entre Israël et le Hamas pourrait atténuer leurs perspectives négatives pour la notation d'Israël mais des « risques considérables subsistent ». Selon Fitch, il existe encore un « degré élevé d'incertitude » quant à la durabilité d'une réduction complète de la violence ainsi que pour les perspectives budgétaires à moyen terme d'Israël, reflétant les « risques liés aux plans de dépenses militaires, aux priorités de la coalition et à la forme de la reprise économique d'Israël ». Quatre mois après la baisse de deux crans de la note souveraine d'Israël à « Baa1 », Moody's souligne pour sa part que seule la phase 1 a été convenue et que de nouvelles négociations seront nécessaires pour « obtenir une cessation définitive des hostilités et réduire durablement les tensions géopolitiques régionales ».

### 4. FORTE AUGMENTATION DU NOMBRE DE LOGEMENTS CONSTRUITS EN 2024

Le secteur immobilier est confronté à de nombreuses difficultés depuis le déclenchement de la guerre le 7 octobre 2023, tels que le manque de main d'œuvre et de certains matériaux de construction. Selon les données du Bureau central des statistiques, au cours de l'année écoulée, environ 61 200 appartements et logements ont néanmoins été ajoutés au parc immobilier local, un chiffre en hausse de 2,1 % par rapport à 2023. À l'exception de 2021, il s'agit de la plus forte augmentation du nombre d'appartements en une seule année, tant en termes de taux de croissance qu'en nombre absolu. Ce chiffre ne permet cependant que de couvrir la demande additionnelle annuelle (évaluée à 60.000 unités), et non de résorber le déficit existant.

## JORDANIE

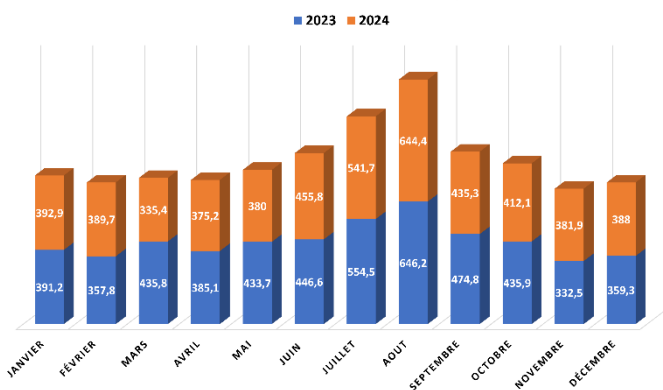
### 1. LA VALEUR DES ACTIFS DU SSIF À 22,7 MDS\$ FIN 2024

La valeur des actifs du fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) a atteint 16,1 Mds JOD (22,7 Mds USD) fin décembre 2024. Le portefeuille du SSIF reste majoritairement composé d'obligations (57,7%), mais aussi d'actions (15,4%), de titres des marchés monétaires (14,6%), d'actifs immobiliers (5,4%), de prêts (3,4%) et d'investissements dans le secteur du tourisme (2%). Pour rappel, la valeur des actifs avait atteint 14,8 Mds JOD (21 Mds USD) fin 2023 et 13,8 Mds JOD (19,5 Mds USD) fin 2022.

## 2. BAISSÉ DES RECETTES TOURISTIQUES ET DU NOMBRE DE VISITEURS EN 2024

Selon les données du Ministère du Tourisme et des Antiquités, les recettes touristiques ont diminué de -2,3% en glissement annuel (g.a.) en 2024, s'élevant ainsi à 5,1 Mds JOD (7,19 Mds USD). Le nombre de touristes a quant à lui diminué de -3,9% en g.a pendant la même période. Cette baisse est due aux touristes en provenance d'Amérique (-44,2%), d'Asie (-36%), d'Europe (-33,7%) et d'Afrique (-2,3%). Les arrivées de visiteurs en provenance des pays arabes ont quant à elles augmenté de 7,9%. La fréquentation des sites touristiques est largement en dessous des chiffres enregistrés en 2023 : -60,4% de visiteurs à Petra en 2024 par rapport à 2023, -18,3% à la mer Morte et -62,8% à Wadi Rum.

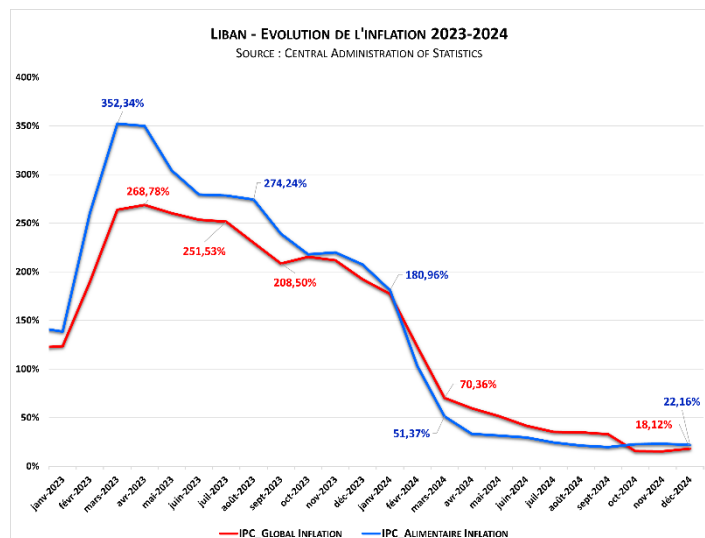
ÉVOLUTION MENSUELLE DES REVENUS TOURISTIQUES EN MILLIONS DE JOD  
SOURCE : MINISTÈRE DU TOURISME ET DES ANTIQUITÉS



## LIBAN

### 1. DÉCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN 2024

D'après l'administration centrale des statistiques, l'inflation moyenne a atteint +45% en 2024, après trois années marquées par un taux à trois chiffres (+222% en 2023, +171% en 2022 et +155% en 2021). Cette décélération de l'inflation s'inscrit dans un contexte de stabilisation du taux de change LBP/USD et de forte dollarisation de l'économie à compter de mi-2023. En glissement annuel (g.a.), l'inflation mensuelle a atteint +18,1% en décembre, reflétant le maintien d'une hausse significative des prix en USD, alors que le taux de change demeure stable depuis 2023 (à 89 500 LBP/USD).



## TERRITOIRES PALESTINIENS

### 1. NOUVELLE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES EN CISJORDANIE

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Gaza, l'armée israélienne accentue la pression sur la Cisjordanie, contraignant davantage les déplacements internes. De nombreux nouveaux checkpoints et barrières mobiles ont été ajoutés, portant leur nombre total à 898 sur la Cisjordanie.

Selon le président de la chambre de commerce de Ramallah, ces barrages ralentissent la circulation des marchandises, avec des camions qui attendent jusqu'à 7 heures à ces points de contrôle, ce qui perturbe gravement la distribution des produits, notamment des denrées périssables comme la nourriture et les médicaments. Les agriculteurs de Jéricho, selon le gouverneur de la ville, a subi une perte de 2 millions de shekels (271 000 EUR) en seulement deux jours à cause des fermetures de routes.

Une étude menée par la Chambre de Commerce de Ramallah indique que 50,2 % des entreprises de la région déclarent que les barrages et les fermetures de routes ont entravé leur capacité à accéder aux marchés, clients et fournisseurs.

### 2. SITUATION À GAZA DEPUIS LA TRÊVE

Depuis le cessez-le-feu du 19 janvier 2025, la situation à Gaza reste critique malgré l'entrée de plus de 2 400 camions d'aide en trois jours. Cette arrivée massive de vivres et de carburant a entraîné une baisse des prix, notamment du sucre (de 25-30 shekels à 5 shekels) et de la farine (de 20-25 shekels à 4 shekels). L'indice des prix à la consommation a ainsi

diminué de 5 à 10% en janvier, avec une prévision de plus de 30% en février.

Cependant, l'impact économique du conflit, qui doit être affiné, est dévastateur : le PIB de Gaza a chuté de 86%, le chômage atteint 80%, et la pauvreté touche 100% de la population. Plus de 88% des infrastructures économiques sont endommagées, 70% des routes détruites et 75% des habitations rasées. La reconstruction, estimée à 80 Mds USD selon les dernières évaluations onusiennes en date, pourrait prendre près de quinze ans.

### 3. ÉTAT DU SECTEUR BANCAIRE DANS LA BANDE DE GAZA

Depuis le cessez-le-feu du 19 janvier 2025, les banques de Gaza se préparent à reprendre leurs

activités après plusieurs mois de suspension en raison des destructions massives causées par la guerre.

Plus de 93 % des succursales bancaires ont été endommagées, et la pénurie de liquidités reste un défi majeur. Les clients se tournent souvent vers les services de paiement électronique, car les demandes de retrait sont limitées.

L'Autorité monétaire palestinienne (PMA) a pris des mesures pour faciliter la reprise économique, notamment en émettant des directives pour rééchelonner les prêts des emprunteurs, offrir des réductions de taux d'intérêt et suspendre les intérêts de retard.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
<b>POPULATION (MILLIONS) - 2024</b>	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
<b>PIB (Mds USD) - 2024p</b>	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
<b>PIB / HAB. (USD) - 2024p</b>	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
<b>CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2024p</b>	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2024p</b>	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	0 **	-1 *	-8 **
<b>DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2024p</b>	FMI / WEO	91	46	35	68	92	158 **	50 *	n/a
<b>RATING COFACE 2024</b>	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
<b>INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	1	18,1	60	100 **
<b>PMI MENSUEL</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
<b>EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023</b>	DOUANES FRANÇAISES	1742	331	282	1803	339	362	17	22
<b>IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023</b>	DOUANES FRANÇAISES	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

\* = Données FMI 2023 ; \*\* = Données Banque Mondiale 2024p

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES**

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtrésor.gouv.fr)**